

## Frais différenciés en Suède : neuf ans après, l'expérience délicate mais réussie d'Uppsala

Paris - Publié le lundi 29 avril 2019 à 11 h 58 - Actualité n° 145980

« C'était comme mettre à l'eau un bateau tout en le construisant », se souvient Kay Svensson, directeur adjoint des relations internationales de l'Université d'Uppsala (Suède). Il a été l'un des acteurs de la mise en œuvre de frais d'inscription pour les étudiants étrangers à partir de 2011, dans cette université pluridisciplinaire de 44 000 étudiants présente dans le top 100 des différents classements internationaux.

La décision gouvernementale « a généré beaucoup de questions », souligne Kay Svensson : « Quel est le prix raisonnable ? Quel est le coût d'un étudiant et comment le calculer ? ».

S'il était plutôt favorable à la mesure, le directeur adjoint confie que son application dans un laps de temps très court a généré « une situation assez dramatique » : « Il nous fallait mettre en œuvre des frais couvrants les coûts complets, soit en moyenne 12 000 €. Nous devons dire aux étudiants que nous accueillions gratuitement que c'était désormais payant en plus des frais de vie déjà élevés, notamment le logement. »

Neuf ans après ce démarrage difficile, Uppsala propose 100 programmes de master ainsi que cinq bachelors totalement en anglais. En 2019, elle a dit oui à 1 689 étudiants étrangers hors UE pour la rejoindre l'an prochain et s'attend à ce que 700 d'entre eux confirment leur choix.

Quelles ont été les conséquences à court et moyen terme de la mesure ? Comment l'université d'Uppsala située à 40 km de Stockholm dans une ville de 220 000 habitants a-t-elle convaincu les étudiants étrangers de la rejoindre, y compris moyennant finances ?

News Tank, qui participait à un voyage d'études à Uppsala à l'invitation de la CPU, de l'Avuf et de la Banque des territoires, les 25 et 26/04/2019, retrace l'expérience suédoise.

---

### La mise en place des frais d'inscription en Suède

« Nous avons des discussions depuis un petit moment en Suède sur le fait d'introduire des frais différenciés. Les universités avaient des sentiments mitigés à ce sujet, mais je pensais que c'était globalement positif, car cela pouvait clarifier les choses », déclare Kay Svensson, directeur adjoint des relations internationales de l'Université d'Uppsala.

La décision est prise en 2010 et mise en œuvre en très peu de temps, puisqu'elle est effective en 2011. L'État retire aux universités les moyens qui correspondent aux étudiants non européens, charge à elles de couvrir les coûts complets de ces étudiants.

Pourquoi une telle décision ? « Nous étions dans le processus de Bologne, nous nous étions ouverts à de plus en plus d'étudiants étrangers d'Europe et hors d'Europe », rappelle Kay Svensson.

L'année avant l'introduction de la mesure, en 2010, « nous avions 700 étudiants non européens à l'université ». Ces étudiants « étaient en compétition » avec les Suédois et Européens, tous financés par les dotations du gouvernement, le modèle suédois reposant sur une dotation plafond aux universités qui déterminent en fonction de celle-ci le nombre d'élèves qu'elles accueillent.

« Si le nombre d'étudiants internationaux continuait à monter, celui des étudiants suédois devait diminuer. C'était une des raisons politiques à la décision », note Kay Svensson.

## Les conséquences : une baisse très forte des étrangers hors UE

Les tarifs pratiqués à partir de 2012 à Uppsala correspondent au coût complet pour un étudiant, selon son programme et sa filière, l'université n'étant pas autorisée à faire de profits.

- Bachelor : entre 10 et 12 000 € ;
- Master SHS : 12 000 € ;
- Master science / médecine et pharmacie : 14 500 € ;
- PhD : non payant, car il était exclu par le gouvernement dès le départ du périmètre de la mesure.

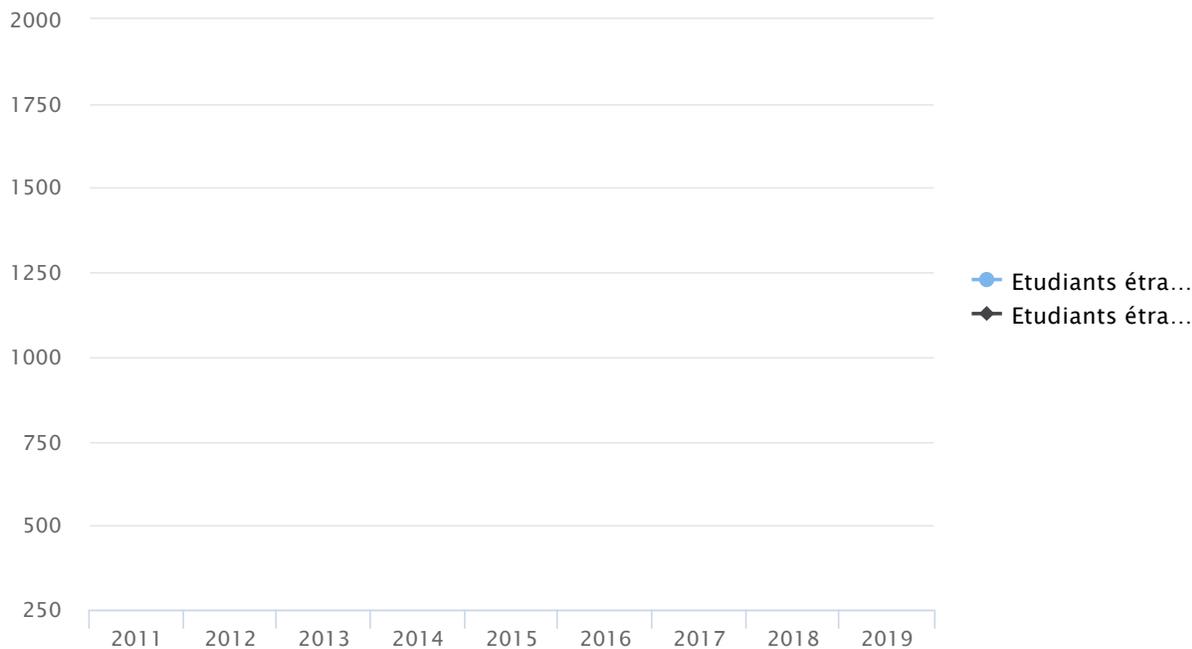
### L'évolution du nombre d'étudiants étrangers

En 2011, le nombre d'étudiants hors UE admis chute de près de moitié. Parmi les 344 élèves sélectionnés pour cette première année d'application, une centaine s'inscrivent effectivement. Un ratio entre un tiers et un quart des admis que Karl Svensson juge normal et qui se confirme dans le temps.

Jusqu'en 2015, le nombre des admis n'évolue pas beaucoup. Il connaît en revanche une forte hausse à partir de 2016.

À la rentrée prochaine, en septembre 2019, 650 à 700 étudiants viendront et paieront des frais à Uppsala. Un développement significatif en neuf ans, qui s'est accompagné d'une hausse du nombre d'étudiants européens ne payant pas de frais, passé de 351 en 2011 à 874 en 2019.

## Etudiants étrangers (UE et hors UE) : évolution du nombre d'admis à Uppsala



Note : Le nombre d'admis ne correspond pas aux nombre d'étudiants finalement inscrits, ceux-ci pouvant encore se désister.

Sources : Université d'Uppsala

## La stratégie marketing mise en œuvre

Kay Svensson décrit le défi pour son université depuis 2011 :

« Nous estimons que quatre à cinq millions d'étudiants sont en mobilité à l'étranger pour chercher un diplôme. Il y a beaucoup d'offres en leur direction partout dans le monde. Comment les convaincre de venir à Uppsala, qui est peu connue et où il fait froid et nuit? Pourquoi donc viendraient-ils et paieraient-ils en plus pour cela ? »

L'établissement y répond à sa façon :

- « Nous avons réfléchi à nos caractéristiques et à la manière d'être une alternative pour ces étudiants.
- Nous avons réalisé que faire augmenter le nombre de candidats n'était pas difficile avec les outils marketing modernes, mais que la priorité était que les "bons" étudiants - compétents et ayant des ambitions - candidatent. »

Pour ces étudiants, l'établissement s'efforce de créer un lien particulier, tout au long du processus de recrutement :

« Nous avons jugé très important de garder le contact avec eux. Dès qu'ils arrivent sur notre page web, nous devons commencer à dialoguer et le faire jusqu'à leur candidature (le 15 janvier). Nous cultivons le contact jusqu'à la décision d'admission (en avril). Nous devons leur rappeler pendant toute cette période qu'Uppsala est une alternative à leurs autres candidatures. »

Par les réseaux sociaux ou par des rencontres physiques dans les lieux où elle est présente (Shanghai, Bangkok...), l'université entend « leur donner l'impression qu'ils sont déjà à Uppsala ».

Autre préoccupation de Kay Svensson : « Bien décrire ce que l'on propose. » En effet, « si ce qu'ils trouvent ne correspond pas à leurs attentes, ils seront immédiatement déçus ». Car ces étudiants internationaux « ont un projet clair, ils représentent leurs familles, ils ont des attentes fortes ».

« S'ils échouent ici, nous échouons aussi. Il est important, pour créer une confiance de long terme, de délivrer ce que nous promettons. »

## Les promesses d'Uppsala à ses prospects : une place dans la vie de l'université

« Les messages que nous adressons aux étudiants sont les suivants », dit Kay Svensson :

- « Une université bien placée dans les rankings (top 100 mondial).
- 35 % de nos étudiants de master continuent en PhD : c'est une préparation pour continuer en recherche, car nous sommes une université de recherche intensive. Nos cursus ne conduisent pas forcément aux carrières les mieux payées, mais elles ouvrent sur la recherche, nous sommes très clairs là-dessus.
- La qualité de la vie étudiante et la place faite aux étudiants dans la vie de l'université, à qui nous proposons de prendre des responsabilités. Ce ne sont pas juste des clients, ils vont contribuer à la vie de l'établissement et à l'expérience de formation d'autres étudiants. »

Des associations qui structurent la vie étudiante

Ce dernier point est caractéristique de l'université d'Uppsala, où les associations structurent la vie étudiante. Jusqu'en 2010, il était même obligatoire d'appartenir à une d'entre elles, une pratique héritée du 17<sup>e</sup> siècle.

Les Nations organisent la vie sociale et gèrent des logements (4 000 sont entre leurs mains), elles sont autonomes et indépendantes. Un inspecteur (un professeur souvent passé par la Nation) contrôle les activités.

Les Unions sont davantage organisées par filières et représentent les étudiants. Elles sont financées par le gouvernement et fournissent des services payants aux universités.

- Elles sélectionnent et forment les 1 200 à 1 800 étudiants qui sont impliqués à différents niveaux dans les prises de décisions de l'université, par exemple pour le recrutement d'un enseignant.
- La loi impose en effet la présence d'un étudiant dans tout groupe de travail susceptible de prendre des décisions sur la formation.

L'implication au sein des Unions octroie des points supplémentaires, précieux pour la compétition pour obtenir une place dans une université étrangère. Des certificats et, très rarement, une rémunération sont aussi possibles.

## Les zones de prospection

Quelles zones géographiques cibler pour recruter des étudiants étrangers ? « Nous avons essayé d'avoir un spectre le plus large possible. Bien sûr, la Chine et l'Inde sont des pays dont les populations sont prêtes à voyager et ce sont des cibles naturelles. Mais nous avons aussi développé l'Indonésie ou le Vietnam, où nous avons un bureau », décrit le directeur adjoint des relations internationales.

*« L'enjeu n'est pas d'augmenter les candidatures, mais de trouver les universités, pays, groupes qui peuvent nous fournir les étudiants que nous voulons recruter », souligne-t-il.*

À ce titre, il revient sur un « échec intéressant » en Corée du Sud, où Uppsala et d'autres universités suédoises ont tenté d'installer un bureau.

*« Nous pensions qu'envoyer leurs étudiants aux États-Unis signifiait qu'ils seraient prêts à partir à l'étranger. C'était un pays où nous avions une faible présence historiquement et nous avons mis des moyens conséquents, avec notamment une personne à plein temps.*

*Au final nous avons constaté que recruter un étudiant nous coûtait 8 à 9 000 € ! Cela ne valait pas la peine. »*

Ce que les Suédois n'avaient pas assez pris en compte, c'était le faible taux de natalité du pays et sa connexion profonde avec les États-Unis, impossible à concurrencer.

À l'opposé, Uppsala a connu des succès à partir du Kurdistan, en Irak et en Syrie, « car nous avons une communauté de réfugiés » : « C'est un espace géographique où les portes nous sont ouvertes. »

## Les effets imprévus de la réforme

L'enjeu grandissant du financement des bourses

« Le gouvernement nous a donné des bourses pour accueillir des étudiants étrangers, mais pas assez », note Kay Svensson. Il estime que, en moyenne, 10 à 15 % des étudiants étrangers peuvent compter dessus pour financer leurs études, les autres paient eux-mêmes ou bénéficient de bourses d'autres organismes.

Justement, l'université a identifié 80 organisations qui fournissent des bourses aux étudiants de leur pays : DPDP en Indonésie, Vied au Vietnam, Codelco au Chili, Kasp en Arabie Saoudite, CSC en Chine, Tata Endowment en Inde...

*« Désormais, nous sommes en contact avec eux, nous négocions avec eux », décrit-il.*

Des classements incontournables

« Les classements n'étaient pas une priorité à Uppsala. On pensait qu'il était bon qu'on soit dans le top 100, mais nous ne travaillions pas dessus », se souvient-il. Et de prévenir la délégation française venue visiter son université :

« On peut questionner les classements, cependant il faut se rappeler pourquoi ils existent : ils sont une manière d'identifier la qualité. »

Désormais, « nous jugeons important, non pas de tricher ou de booster notre position, mais de répondre correctement et de suivre les publications ». Car les classements « ont des conséquences fortes sur l'attractivité et le recrutement d'étudiants et d'académiques ».

En outre, les agences et organismes de financement de la mobilité les regardent de plus en plus pour déterminer l'éligibilité des étudiants. Certaines agences « ne soutiennent que les étudiants qui vont dans des universités du top 100 ou du top 300 ».

Les aspects juridiques de la réforme

« Quelle est la relation entre une université et un étudiant qui paie ? », s'interroge Kay Svensson. Il avertit : « Nous devons être clairs sur le fait que cela ne garantit pas l'obtention automatique du diplôme. »

Néanmoins, les universités sont exposées à des contentieux. « Nous avons eu un cas intéressant il y a quelques années dans un collège universitaire. Il a fallu rembourser un étudiant qui n'était pas satisfait de la qualité du programme et avait poursuivi l'établissement. »

« Cet étudiant avait raison, c'était un mauvais programme, mais un étudiant peut-il attaquer un établissement et obtenir un remboursement ? »

« Les attentes des étudiants qui paient sont exprimées fortement, mais les étudiants suédois ont aussi pris conscience du coût de leur scolarité, de la valeur de ce que l'on propose », relève-t-il aussi.

## Les enjeux futurs

Kay Svensson liste les perspectives pour l'université :

- « Nous devons développer des services supplémentaires en matière de carrières, les étudiants étrangers voulant parfois trouver un emploi en Suède.
- Le retour sur investissement doit rester bon : nous devons faire attention au fait que les étudiants contractent une dette pour financer leurs études. S'ils ne trouvent pas de travail, une crise à la Lehman Brothers est-elle possible à cause de la dette étudiante ?
- Nous commençons à développer des programmes de mise à niveau, par exemple en anglais, que nous demandons de suivre aux étudiants avant de pouvoir rejoindre le cursus de l'université.
- L'enjeu du logement étudiant est majeur : on ne peut pas recevoir des étudiants qui paient 12 000 € et leur dire de repartir parce qu'ils n'ont pas trouvé de logement. »

## Comprendre le système suédois d'enseignement supérieur et l'université d'Uppsala

*Frais différenciés en Suède : neuf ans après, l'expérience délicate mais réussie d'Upp...*

1/4

## **Les universités suédoises**

La Suède compte 17 universités et 13 collèges universitaires, largement regroupés dans la moitié sud du pays.

A ces deux principaux types d'établissement s'ajoutent cinq écoles supérieures artistiques ainsi que 13 établissements privés spécialisés (théologie, soins infirmiers, psychothérapie...).

Le recteur est nommé par le gouvernement sur proposition du conseil d'administration pour une durée maximale de six ans.

L'autonomie des établissements est très grande. Ils peuvent s'organiser et définir leur stratégie comme ils le souhaitent.

Le financement qui repose à 80 % sur des fonds publics.

*Frais différenciés en Suède : neuf ans après, l'expérience délicate mais réussie d'Upp...*

2/4

## **Les agences gouvernementales**

Si le ministère suédois de l'enseignement supérieur définit la politique générale, sa mise en œuvre est le fait de plusieurs agences, dont les principales sont :

- UKÄ (autorité de l'enseignement supérieur) : elle est responsable de la qualité des formations (évaluation, autorisation à délivrer des diplômes, contrôle de l'utilisation des ressources...), ainsi que des questions juridiques et statistiques.
- UHR (conseil de l'enseignement supérieur) : plus opérationnel, il est en charge du recrutement des étudiants et des programmes internationaux, ainsi que des questions sociétales (discrimination, diversité...).
- CSN (commission de soutien aux étudiants) : elle s'occupe de gérer l'aide financière accordée aux étudiants.

Frais différenciés en Suède : neuf ans après, l'expérience délicate mais réussie d'Upp...

3/4

## Uppsala : une université pluridisciplinaire

L'université d'Uppsala est dans le top 100 des différents rankings. Elle est située dans la 4<sup>e</sup> ville de Suède (220 000 habitants) et affiche 700 M€ de chiffre d'affaires pour 44 000 étudiants, dont une grande partie étudient à temps partiel (24 500 équivalents temps plein).

Elle dispose de 7 100 personnels (dont 4 300 enseignants-chercheurs).

Elle est organisée en trois domaines disciplinaires eux-mêmes composés de facultés disposant d'une large autonomie :

- humanités et sciences sociales (six facultés : théologie, droit, arts, langues, sciences sociales, sciences de l'éducation) ,
- technologie et sciences naturelles (une faculté),
- médecine et pharmacie (deux facultés).

Frais différenciés en Suède : neuf ans après, l'expérience délicate mais réussie d'Upp...

4/4



## Le financement d'Uppsala

L'université est financée par l'Etat qui lui verse une dotation distinguant la part dédiée à la formation - le gouvernement fixe un plafond budgétaire en fonction duquel l'université détermine le nombre d'étudiants qu'elle peut accueillir - et la recherche.

*« Ces deux budgets sont non fongibles et vont très largement directement aux trois domaines disciplinaires, environ 200 M€ pour chacun. La présidence de l'université conserve un pourcentage qu'elle attribue sur appel à projets »,* décrit Coco Norén, doyenne du domaine Humanités et sciences sociales.